



Centre de Recherche et d'Information pour le Développement

www.crid.asso.fr

Compte rendu de l'Assemblée Générale Ordinaire du CRID

10 juin 2011

L'assemblée générale ordinaire du CRID s'est déroulée le vendredi 10 juin 2011, de 9h à 18h15 au Foyer de Grenelle, 17 rue de l'Arve 75015 PARIS.

Liste des présents et membres représentés :

Présents :

	ORGANISATION	Prénom NOM
	MEMBRES CRID	
1	4D	Vaia TUUHIA
2	ACCUEIL PAYSAN	Eliane GENEVE
3	AGTER	Mathieu PERDRIault
4	AIDE ET ACTION	Jean-Christophe NOUGARET
5	AMM	Renée CHAMBON
6	Aide Odontologique Internationale (AOI)	Yambuliya Ousmane DIPAMA
7	ASFODEVH	Marie-Clémence MBA TSOGO
8	ASPAL	Bernard LECAT
9	CCFD-Terre Solidaire	Pascal VINCENS
		Catherine GAUDARD
		Thérèse COLLINET
10	CIMADE	Clémence RACIMORA
11	ELECTRICIENS SANS FRONTIERES	Thierry EVE
12	EMMAUS INTERNATIONAL	Thomas BODELET
13	ENDA EUROPE	Michael RULETA
		Jacques POMONTI
14	FEDERATION ARTISANS DU MONDE	Terezinha LECOMPERE
		Gérald GODREUIL
15	FONDATION SCIENCES CITOYENNES	Fabien PIASECKI

16	FRANCE-AMERIQUE LATINE	Catherine GEGOUT
		Sarah PICK
17	FRANCE LIBERTES	Héloïse CLAUDON
18	FRERES DES HOMMES	Bernard LACHAL
19	GRDR	Michel COLIN DE VERDIERE
		Marielle CARTIAUX
20	IDD	Abderrahmane BENKERROUM
21	INGENIEURS SANS FRONTIERES	Nicolas LAURENT
		Adama SON
22	IPAM	Céline MERESSE
		Fanny SIMON
		Gildas JOSSEC
		Lorna MCCALLUM
		Gustave MASSIAH
23	LIGUE DES DROITS DE L'HOMME	Pierre TARTAKOVSKY
24	MOUVEMENT DE LA PAIX	Gérard HALIE
		Josette HEROU
25	OXFAM France	Luc LAMPRIERE
26	PEUPLE et CULTURE	Paul FAYOLLE
27	PEUPLES SOLIDAIRES - Action Aid	Jean-Paul SORNAY
		Fanny GALLOIS
		Danielle HENRIET
28	Réseau Foi et Justice Afrique-Europe	Renée MOUZAN
		Pierre MEYNET
29	RITIMO	Guillaume BERTRAND
		Bernard SALAMAND
30	SECOURS CATHOLIQUE - Caritas France	Grégoire NIAUDET

31	SECOURS ISLAMIQUE	Anne HERY
		Rachid LAHLOU
32	SOLIDARITE	Clotilde BATO
		Laurent PEYRAT
33	SURVIE	Fabrice TARRIT
		Danyel DUBREUIL
PERSONNES INVITEES		
	PERSONNE RESSOURCE CRID	Michel FAUCON
	CREDIT COOPERATIF	Véronique GOMEZ
	EQUIPE CRID	Nathalie PERE-MARZANO
	EQUIPE CRID	Jeanne PLANCHE
	EQUIPE CRID	Fabienne THORE
	EQUIPE CRID	Vincent GUERPILLON
	EQUIPE CRID	Hanna ALLOUCH
	EQUIPE CRID	Magali AUDION
	EQUIPE CRID	David ELOY
	EQUIPE CRID	Ronack MONABAY
	EQUIPE CRID	Laurence RIGOLLET
	EQUIPE CRID	Anne KABORE
	EQUIPE CRID	Lucie CHARTIER
	EQUIPE CRID	Claire SOBIENIAK

Liste des organisations ayant donné un mandat pour être représentées :

	Organisation mandante	Donne pouvoir à
1	Association 4 D	CCFD-Terre Solidaire
2	Les Petits Débrouillards	Accueil Paysan
3	Eau VIVE	Ritimo
4	FIAN France	Peuples solidaires en association avec ActionAid
5	Juristes Solidarités	Aide et action
6	Max Havelaar	Ingénieurs sans frontières
7	Secours populaire français	Agter
8	Terre des Hommes	Frères des Hommes
9	Traditions pour demain	Le Mouvement de la paix

Soit 42 associations membres présentes (33) ou représentées (9) sur 52 associations membres.

Sommaire :

1. OUVERTURE DE L'ASSEMBLEE GENERALE	8
2. RAPPORT D'ACTIVITES 2010.....	8
2.1 Principaux temps marquants de l'année 2010	
2.2 Bilan de la 1 ^{ère} année de mise en œuvre du triennal 2010-2012	
<i>Retour sur les trois enjeux identifiés, les objectifs et activités prioritaires</i>	
2.3 Perspectives 2011	
2.4 Vie associative	
2.5 Résolutions et votes	
3. RAPPORT FINANCIER, RAPPORT GENERAL ET SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES.....	22
3.1 Rapport financier	
3.2 Débat avec la salle et vote des résolutions	
4. RAPPORT MORAL DU PRESIDENT.....	25
4.1 Rapport moral	
4.2 Débat avec la salle	
5. ATELIERS.....	29
5.1 Atelier n° 1 : Quels enjeux des élections 2012 et quelles mobilisations ?	
5.2 Atelier n° 2 : Quelles mobilisations face à l'agenda international, du G20 à Rio +20 ?	
5.3 Atelier n° 3 : Sensibilisation de l'opinion publique et mobilisation citoyenne : enjeux de la Semaine de la Solidarité internationale et d'Educasol	
5.4 Atelier n° 4 : Après le Forum social mondial de Dakar, quel rôle du CRID et ses membres dans la construction du mouvement de solidarité internationale	
6. CONCLUSION DE L'ASSEMBLEE GENERALE.....	33
ANNEXE : Liste des documents distribués à l'AG.....	34

1. Ouverture de l'Assemblée générale

L'assemblée générale est ouverte par le président, Bernard Salamand. Il lit la liste des membres autorisés à voter et les pouvoirs. Il présente ensuite l'ordre du jour puis invite les participants à procéder à un tour de table de présentation rapide.

2. Rapport d'activités 2010

2.1 Principaux temps marquants de l'année 2010

Nathalie Péré-Marzano, déléguée générale du CRID :

En 2010, nous avons vécu plusieurs temps forts dont l'Université d'été de la solidarité internationale à Pessac, avec plus de 130 organisations participantes, et la préparation du Forum social mondial de Dakar, avec la délégation la plus importante que le CRID ait animée depuis le début du processus. Ces deux événements ont constitué des moments de construction collective très forts.

Deux actions majeures reflètent la volonté du CRID et de ses membres d'impulser des dynamiques collectives : le lancement de la campagne Une seule planète et la campagne portée par l'Action mondiale contre la pauvreté (AMCP) en vue du Sommet de New York contre la pauvreté. Ces dynamiques ont regroupé différents types d'acteurs. Elles ont aussi constitué des temps de communication forts pour le CRID et ses membres.

L'année 2010 a également été une année de renforcement pour le CRID, avec la finalisation et l'adoption du plan triennal pour la période 2010-2012.

En ce qui concerne la vie du collectif, il faut malheureusement signaler trois départs au sein du CRID, d'associations qui ont soit cessé leurs activités ou qui n'ont pas renouvelé leur adhésion pour des raisons financières. Ces départs sont le signe de la fragilité du milieu. Notons cependant que Tourisme et développement solidaire souhaite rester « compagnon de route » du CRID.

Par ailleurs, nous avons accueilli deux nouveaux membres au sein du CRID en 2010 : AGTER et Solidarité.

Plusieurs points de l'évolution du milieu soulèvent notre inquiétude, notamment les changements dans la prise en compte et le soutien public aux actions d'éducation au développement et de solidarité internationale.

Mais il faut souligner une nette amélioration des relations du CRID avec Coordination SUD. Grâce au travail de réflexion qui a été mené au niveau du CRID et qui a été porté à l'AG de Coordination SUD, nous avons pu parvenir à une meilleure écoute de ce que le CRID peut apporter au sein de Coordination SUD pour que les deux collectifs se renforcent mutuellement et ne soient pas en concurrence.

2.2 Bilan de la 1^{ère} année de mise en œuvre du triennal 2010-2012

Nous allons à présent revenir sur la 1^{ère} année de mise en œuvre du triennal, à partir des enjeux, objectifs prioritaires et activités que nous nous étions fixés en élaborant le triennal.

ENJEU 1 : AVEC LE CRID, POURSUIVRE LA CONSTRUCTION DU MOUVEMENT DE SOLIDARITE INTERNATIONALE

- **Favoriser et animer des espaces de débat, d'échanges et de mutualisation**

L'Université d'été 2010 (Jeanne Planche)

L'Université d'été de la solidarité internationale a été un vrai temps fort pour le CRID, ses membres et, au-delà, pour le milieu de la solidarité internationale. Il a permis des temps de débat, d'échanges et de mutualisation, aussi bien au cours du processus de préparation de l'Université d'été que pendant l'événement lui-même.

L'Université d'été a pris une ampleur nouvelle cette année, avec plus de 1 000 participants et plus de 130 organisations impliquées. Plusieurs collectivités et syndicats ont participé, ainsi que 48 partenaires représentant 28 pays. Un bémol à relever : 20 membres du CRID n'ont pas participé à l'événement.

Soulignons la dynamique régionale en Aquitaine impulsée par le RADSI, avec 35 organisations de solidarité internationale impliquées dans l'organisation de l'Université d'été et de nombreux bénévoles.

Avec 11 modules de formation et 32 ateliers-débats, cette Université d'été a été particulièrement riche en échanges. Elle a permis de renforcer certaines dynamiques collectives et d'en initier de nouvelles. Les deux tables-rondes, d'ouverture et de clôture, ont donné la parole à des personnalités invitées. L'Université d'été a aussi été marquée par des temps festifs et conviviaux réussis.

Quelques nouveautés pour cette édition :

- Le label « manifestation responsable » ;
- Le renforcement du dispositif de communication (notamment logo, identité visuelle, site) ;
- Les relations médias pour donner plus de visibilité à la parole du Sud et au dynamisme de la solidarité en France ;
- La couverture quotidienne de l'évènement assurée par l'équipe d'Altermondes et de jeunes apprentis reporters, ce qui a permis une diffusion de l'information entre participants en temps réel.

Pour conclure, cette Université d'été sera valorisée via la parution des actes et via le site Web www.universite-si.org.

Les groupes de travail du CRID : migrations, FSM, Amérique latine et ASI-syndicats (Claire Sobieniak)

Les groupes de travail du CRID sont des espaces permanents de débats et d'échanges pour les membres du CRID et leurs alliés. Aujourd'hui, quatre groupes de travail se réunissent régulièrement pour échanger des informations, construire des positionnements communs et initier des actions communes : les groupes de travail Migrations, FSM, ASI-syndicats et Amérique latine.

Le groupe de travail Migrations :

En 2009, le groupe de travail Migrations avait initié la tenue de réunions thématiques. En 2010, il a poursuivi ce travail, avec une réunion sur la rétention administrative (le 18 février) et une autre sur le co-développement (le 1^{er} avril). Chacune de ces réunions a donné lieu à la rédaction de fiches de positionnement permettant de compléter celles déjà existantes sur la gouvernance mondiale des migrations et la question des migrations climatiques et environnementales. La compilation de ces fiches constitue une première base pour un positionnement du CRID sur les questions migratoires, positionnement en cours de rédaction.

Le groupe de travail a également relancé la dynamique Des Ponts Pas Des Murs, en vue du Forum social mondial de Dakar. Il a ainsi proposé des réunions aux acteurs français de Des ponts pas des murs, pour favoriser les convergences entre associations proposant des ateliers sur les migrations au FSM. Le réseau Des ponts pas des murs a également porté une Assemblée de convergence pour l'action.

Suite au succès de cette initiative, le groupe Migrations du CRID a décidé de fusionner avec le réseau Des ponts pas des murs-France, dans une stratégie d'élargissement des alliances (syndicats, ATTAC...).

Le groupe de travail FSM :

Le groupe de travail Forum social mondial s'est réuni à sept reprises en 2010. L'essentiel des travaux de ce groupe a constitué à préparer le déplacement de la délégation française au FSM de Dakar (*voir infra*). Chaque réunion a aussi permis d'échanger des informations sur le processus FSM pendant l'année en cours (séminaire sur les 10 ans du processus, Forum Social Européen, Forum Mondial de l'Éducation...).

Le groupe de travail Amérique Latine :

Le groupe de travail a centré son activité sur l'organisation du Sommet des Peuples « Enlazando Alternativas 4 », à Madrid du 14 au 18 mai. Une délégation française s'est rendue à Madrid pour y participer. Une session française a également été organisée à Paris les 9 et 10 avril.

Le groupe de travail ASI-Syndicats :

Ce groupe de travail s'est réuni 4 fois en 2010. Il a essentiellement travaillé à la rédaction d'un document de position intitulé « La solidarité internationale et les entreprises, une approche commune et des engagements des Associations de solidarité internationale et des syndicats ». Ce texte développe les raisons qui font que chacun des acteurs s'intéresse aux entreprises, il détaille un certain nombre de

modalités de relations ONG/entreprises et soulève la question du recours aux financements privés pour les ONG. Enfin le texte énonce plusieurs propositions de travail commun pour renforcer l'alliance entre ASI et syndicats.

Ce groupe de travail a également organisé un atelier à l'Université d'été : « ASI et organisations syndicales de salariés : quelles relations ONG-entreprises ? ».

– Construire une communication interne forte

Refonte du CRID'Infos (Claire)

Crid'Infos est la lettre d'information mensuelle du CRID. Son contenu et sa maquette ont été retravaillés début 2010 de façon à proposer une lettre d'information plus aérée et à l'architecture plus claire. Chaque numéro est composé d'un focus en première page, puis d'une rubrique qui valorise les actualités du CRID et des programmes portés par le CRID (Une seule planète, Educasol, La Semaine). L'actualité des groupes de travail et des plateformes est également mise en avant, suivie d'une rubrique consacrée à l'actualité des membres.

Une des nouveautés de la nouvelle version du CRID'infos est de consacrer une rubrique aux portraits des membres du CRID et aux portraits des groupes de travail et plateformes. Cette nouvelle rubrique répond au souhait des membres de mieux se connaître mutuellement. Enfin chaque numéro du Crid'Infos comprend une rubrique « débats », mettant en valeur un texte de réflexion, souvent mis en relation avec d'autres textes sur le même sujet, une rubrique « publications » et un agenda.

Lancement de l'audit du site web (Claire)

Le site Internet du CRID a connu une hausse notable de fréquentation en 2010. Le nombre moyen de visites mensuelles s'établit à plus de 11 800 visites, contre 9 700 en 2009. Néanmoins, le site Internet reste assez limité en contenu : il est peu actualisé, peu engageant visuellement et le rubriquage ne permet pas de retrouver facilement les informations archivées.

C'est pourquoi un audit a été réalisé fin 2010-début 2011, pour permettre de dégager des premières pistes d'amélioration du site, tant sur le contenu (quel message voulons-nous diffuser, quel type d'information, comment les membres peuvent-ils s'appropriier le site web...) que sur la forme (révision de la charte graphique, valorisation de support audiovisuels, etc.).

Cette réflexion est en cours et elle s'insère dans le cadre plus large de la révision de la stratégie de communication du CRID.

– Impulser des dynamiques collectives pour la construction du mouvement de solidarité internationale

Une seule planète (Jeanne)

Le programme Une seule planète a permis d'impulser des dynamiques collectives à différents niveaux :

- au sein du CRID : une quinzaine de membres sont impliqués dans le programme ;
- avec d'autres acteurs : syndicats, chercheurs (dimension qui reste à renforcer), plateformes (Forum citoyen pour la RSE, Publiez ce que vous payez) ;
- au niveau européen ;
- en régions, avec des formations, et surtout la mise en place de la campagne.

En 2010, ces dynamiques se sont manifestées par différentes activités :

- 1) la production collective d'analyses et de contenu (dossiers Altermondes, centre de ressources et site internet, outils de campagne et exposition, notes de plaidoyer) ;
- 2) des évènements et démarches portés collectivement (conférences, campagne et actions d'éducation au développement autour de l'exposition notamment, démarches de plaidoyer et études de cas, séminaire à Dakar) ;
- 3) une communication commune autour d'échéances médiatiques, par le biais de la lettre d'infos qui diffuse à la fois de l'information sur les activités Une seule planète et sur les activités des membres du réseau.

Les perspectives en termes de dynamiques collectives sont :

- la poursuite de la campagne et la mise en place d'actions en régions jusqu'au temps fort de novembre, pendant la Semaine de la solidarité internationale, en régions et à Paris ;
- l'élargissement continu à d'autres acteurs (membres du CRID ou hors du CRID) ;
- l'implication croissante dans la préparation du Forum Alternatif Mondial de l'Eau (Marseille 2012) et de la conférence des Nations Unies sur le développement durable « Rio+20 » (juin 2012), notamment dans la réflexion collective sur les enjeux de la transition de nos sociétés.

Préparation de la délégation animée par le CRID au Forum social mondial (Claire)

La participation aux forums sociaux est inscrite dans le triennal du CRID « pour leur pertinence comme lieu de convergences et de mise en exergue d'alternatives à la hauteur des crises actuelles, de la remise en question d'un modèle dominant à bout de souffle ».

Dans cette perspective, comme pour les éditions précédentes, les membres du CRID ont souhaité que le CRID coordonne la délégation des ASI françaises et organisations « alliées » pour le FSM 2011 (à Dakar, du 6 au 11 février 2011). Ceci a demandé un travail de préparation important courant 2010 :

- Réunions de préparation ;
- Envoi d'informations et de documents d'analyse sur la liste de diffusion ;
- Réunion le 10 mai avec deux représentants du Comité d'organisation sénégalais du FSM 2011 ;
- 2 ateliers de préparation pendant l'Université d'été de la solidarité internationale, en présence de plusieurs membres du Comité d'organisation sénégalais ;
- La constitution d'un dossier du participant, distribué à l'ensemble des membres de la délégation et partenaires (traduit en anglais et espagnol) ;
- L'organisation d'une journée de formation le 28 novembre à Paris, à destination des membres de la délégation. Cette journée a réuni plus de 120 personnes.

Au-delà de ces outils et de ces temps collectifs, le CRID a également piloté l'organisation logistique de la délégation : recherche d'hébergement pour plus de 400 personnes de la délégation, navettes, organisation des soirées d'ouverture et de clôture à Dakar, stand, centralisation du programme, etc. Pour cela, le CRID a recruté une personne à mi-temps (Maureen Jorand), entre novembre 2010 et mars 2011.

Le CRID a également constitué un dossier de demande de cofinancement auprès de l'AFD pour financer en partie la venue de partenaires au FSM 2011. Cette demande a été acceptée, non sans quelques difficultés. Ce financement a permis la venue de plus de 70 partenaires du Sud et d'Europe de l'Est des membres du CRID et organisations alliées au FSM.

Le CRID a facilité la création de convergences entre organisations en amont du FSM : plusieurs membres de la délégation ont organisé conjointement des ateliers, sur les migrations en particulier, mais aussi sur la question de l'accaparement des terres.

Le CRID a aussi mis l'accent sur la communication autour du FSM, avec la préparation pour janvier 2011 d'une conférence de presse et d'un portail d'information sur le FSM 2011 (www.forumsocial.info). Ce portail a été créé conjointement par le CRID, plusieurs membres de la délégation et plusieurs médias indépendants (Altermondes, Basta !, Alter échos, Reporters citoyens, Mouvements), pour donner à voir la diversité et la vivacité du FSM.

Avec une délégation de plus de 30 organisations rassemblant plus de 400 personnes et une centaine de partenaires, le CRID est désormais reconnu comme l'acteur principal qui coordonne la délégation française au FSM. Ce projet constitue l'un des chantiers les plus fédérateurs au niveau de notre collectif. Pour les membres du CRID et les organisations alliées qui se joignent à la délégation, le rôle joué par le CRID est essentiel pour assurer la coordination de la délégation. La facilitation de la venue de partenaires, avec le

portage par le CRID d'une demande de co-financement auprès de l'AFD, est également très importante. Face aux difficultés rencontrées cette année pour obtenir ce co-financement, la question des moyens est posée, pour pouvoir poursuivre ce travail de coordination d'une délégation en pleine expansion.

– Renforcer le CRID, soutenir son élargissement et en assurer la pérennité

Liens avec les collectifs en régions et texte sur les élections régionales (Claire)

Une des activités prioritaires du 4^{ème} axe du triennal est « Travailler à une meilleure intégration des dynamiques collectives en région dans la construction du mouvement ; inciter à l'action collective en régions. »

Dans cette optique, deux réunions ont été organisées en 2010 : une réunion le 23 janvier et le temps fort annuel le 4 décembre. Cette dernière réunion a rassemblé neuf collectifs et a permis de faire le bilan des activités 2010, à savoir :

- l'atelier de l'Université d'été porté par les collectifs en région (atelier qui visait à interroger le lien entre environnement et solidarité internationale en régions, en lien avec le programme Une seule planète).
- l'utilisation du texte sur les élections régionales, texte rédigé par le CRID avec la participation de plusieurs collectifs, dans le but d'interpeler les candidats aux élections régionales sur l'importance du rôle des régions dans la construction du mouvement de solidarité internationale.
- Un temps a également été consacré au programme Une seule planète et à son appropriation par les collectifs en région, notamment via l'exposition grand public.
- Enfin notons qu'un collectif en région, le CADR, a rejoint la délégation du CRID au FSM de Dakar.

Point sur les activités de l'enjeu 1 qui n'ont pas été réalisées en 2010 :

Parmi les activités à mettre en place ou à renforcer en 2011 et 2012, citons :

- Donner plus d'ampleur aux déjeuner-débats.
- Mettre en place des formations pour les bénévoles et salariés des associations membres.
- Analyser nos pratiques de travail avec d'autres acteurs (syndicats, collectivités territoriales, universités et chercheurs...) afin de les développer voire de les renouveler, notamment au niveau européen.

ENJEU 2 : RENFORCER LA CAPACITE DU CRID A APPUYER LA MOBILISATION DE CITOYENS POUR INFLUENCER LES DECIDEURS, POLITIQUES, INSTITUTIONNELS ET ECONOMIQUES

Le 2^{ème} enjeu du triennal a principalement été mis en œuvre via l'implication du CRID dans le processus FSM (voir infra) et via le portage de la campagne « OMD 2015 : ~~des promesses~~, des actes ! »

Campagne « OMD 2015 : ~~des promesses~~, des actes ! » (Ronack Monabay)

Le CRID coordonne la coalition Action mondiale contre la pauvreté et, à ce titre, a piloté la mise en œuvre de la campagne « OMD 2015 : ~~des promesses~~, des actes ! », à l'occasion des 10 ans du lancement des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Cette campagne correspond à l'objectif, défini dans le triennal, de renforcement de l'action du CRID dans la mobilisation citoyenne et le travail d'influence. Elle a réuni 37 organisations et s'est déclinée en plusieurs volets :

- **Un volet plaidoyer**, avec la rédaction d'un document de position, imprimé à 4000 exemplaires et envoyé notamment à l'ensemble des députés et sénateurs français, aux députés européens et à plusieurs représentants du Ministère des Affaires étrangères et de l'AFD. La coalition a obtenu plusieurs rendez-vous plaidoyer pour porter les revendications de la coalition.
- **Un volet mobilisation**, avec l'élaboration d'un kit de mobilisation à destination des groupes locaux, une pétition en ligne et par carte postale (150 000 cartes diffusées) et l'organisation d'une flashmob le 18 septembre au Trocadéro.
- **Un volet communication**, avec le lancement du site www.umd2015.fr, la création d'une identité visuelle, d'un logo, d'un vidéo clip et autres outils de communication. L'édition d'un numéro spécial de la revue Altermondes, distribué en partenariat avec le journal Libération (120 000 exemplaires) a permis de diffuser très largement les revendications de la campagne.

14 000 personnes ont signé la pétition et la campagne a connu une couverture médiatique significative.

Point sur ce qui n'a pas été fait dans le cadre de ce deuxième enjeu :

- Mieux définir nos modalités d'influence, pour une stratégie collective partagée
- Redéfinir le mandat CRID au sein des collectifs et plateformes

ENJEU 3 : AMPLIFIER LA SENSIBILISATION DE L'OPINION PUBLIQUE ET LA MOBILISATION CITOYENNE POUR LE CHANGEMENT VERS UN MONDE JUSTE, SOLIDAIRE ET DURABLE

– Définir et mettre en œuvre une stratégie du CRID vers les médias

Altermondes (David Eloy)

Pour Altermondes, 2010 est d'abord l'année du cinquième anniversaire de la revue, ce qui n'est pas négligeable dans la vie d'un magazine et confirme la pertinence du défi que s'étaient lancés le CRID et ses membres en 2005. L'année 2010 a aussi été marquée par la publication du hors série sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement, réalisé dans le cadre de l'AMCP, auquel ont participé de nombreux membres du CRID et qui a été diffusé à 120 000 exemplaires avec Libération.

Cette opération sera renouvelée cette année, à l'occasion du G20, ce qui prouve qu'Altermondes peut être non seulement une passerelle entre les différents acteurs de la solidarité internationale (comme en témoignent les récents hors série sur l'Aquitaine ou sur Sciences et Démocratie) mais aussi une passerelle vers les médias. Cette opération témoigne de la capacité des organisations, lorsqu'elles fédèrent leurs forces et leurs intelligences à se doter d'outils à même de porter leurs messages auprès d'un public plus large. Altermondes peut être un de ces outils... pourvu que la revue continue d'exister.

Nous avons estimé qu'il manquait encore 2000 abonnés à la revue pour stabiliser le projet. C'est tout à la fois peu et beaucoup. Pour parvenir à ce premier pallier, nous avons souhaité nous appuyer sur la « famille CRID ». C'est le sens des partenariats que nous développons en ce moment avec les collectifs régionaux d'organisations de solidarité internationale. C'est aussi le sens du courrier que nous vous avons envoyé et auquel ont déjà répondu Emmaüs international, France Amérique Latine, GRDR, ISF et Max Havelaar.

Lancement de la campagne Une seule planète (Fabienne Thore)

En 2010, plusieurs échéances ont permis de donner une visibilité médiatique importante au programme Une seule planète, au CRID et à ses membres:

Le 14 septembre 2010, pour le **lancement en France de la pétition européenne « Des droits pour tous, des règles pour les multinationales »** que porte le réseau Une seule planète en France avec Sherpa et le Forum Citoyen pour la Responsabilité Sociale des Entreprises, un communiqué de presse ainsi qu'un dossier de presse ont été envoyés à un large fichier presse. Une dizaine d'articles et passages radio ont évoqué les objectifs de la campagne (Alternatives Economiques, Novethic, Kiagi.org Rubrique « Mobilisons nous ! » ...).

La campagne « Une seule planète » a été lancée en octobre 2010. Pour son lancement médiatique, une conférence de presse a été organisée à Paris le 19 octobre. Une vingtaine de journalistes étaient présents dont Le Monde, Libération, Alternatives économiques, L'Humanité, Terra Eco, Altermondes, Radio

Solidaire, Bastamag,..). Au cours de cette conférence, Nathalie Péré-Marzano (CRID), Nicolas Van Nuffel (CNCD 11.11.11.), Antonio Manganella (CCFD-Terre Solidaire), Sylvain Angerand (les Amis de la Terre) ont successivement pris la parole pour présenter la campagne, en rappeler la dimension européenne, évoquer les objectifs de plaidoyer et la dynamique de mobilisation locale. Le lancement a donné lieu à une vingtaine d'articles TV, radio, web presse ou presse écrite : Paris Fréquence Plurielle, Dailymotion, Alternatives économiques, Alter Echos l'Humanité, Novethic, Reporterre... Le site web du journal Le Monde a diffusé en Une de son site un article sur la campagne et organisé un « chat » avec Nathalie Péré-Marzano et Antonio Manganella le 21 octobre (Il y a eu 1 450 244 visiteurs sur le site www.lemonde.fr ce jour là).

Le CRID et le réseau Une seule planète se sont associés aux Amis de la Terre - France pour **les prix Pinocchio du développement durable**. Ils ont fait l'objet d'une cérémonie de remise publique le 9 novembre 2010 à Paris. Une seule planète et le CRID soutenaient comme candidat l'entreprise ERAMET (géant français de l'industrie minière cherchant à s'implanter à Weda bay, en Indonésie). Eramet a gagné dans la catégorie environnement avec 39% de votes. Une vingtaine d'articles sont parus sur le sujet.

La campagne "Des droits pour tous, des règles pour les multinationales" a mis en place une **journée européenne contre l'impunité des multinationales**, le 10 novembre 2010. Un communiqué ainsi qu'un dossier de presse et un visuel d'accroche ont été envoyés à plusieurs centaines de contacts presse les jours précédents l'évènement. Cette journée a été bien relayée dans la presse.

Le réseau Une seule planète et notamment l'association 4D et l'Aitec ont suivi **la conférence des Nations unies sur le climat à Cancun** du 29 novembre au 6 décembre. Une « édition collective » Une seule planète a été créée sur le site d'information www.mediapart.fr. Cela a donné une forte visibilité aux activités et réactions des partenaires Une seule planète qui ont participé aux activités de plaidoyer et aux mobilisations pendant la conférence de Cancun.

– Construire nos messages de sensibilisation avec d'autres acteurs et investir de nouveaux espaces de sensibilisation

La Semaine de la solidarité internationale (Hanna Allouch)

Certaines années, lors de l'AG, il est présenté le bilan de l'édition précédente et quelques perspectives pour la suivante. Cette année est particulière car elle est celle du lancement d'un nouveau plan triennal.

Avant les grandes lignes de celui-ci, quelques éléments de l'évaluation externe du plan triennal 2008-2010, réalisée en 2010 en parallèle de l'édition de la Semaine 2010. Une évaluation globale sur un mode participatif et formatif pour le réseau Semaine et un focus spécifique sur l'Ile-de-France, possible grâce à un financement spécifique du Conseil régional d'IDF, soit 25 000 € (AFD) plus 5000 €.

Elle a été orchestrée par Estelle Hédouin avec l'appui de Raphaël Mège (Focus francilien centré sur les acteurs). Un groupe de travail a assuré le suivi de l'évaluation, des termes de références à la restitution. De nombreux entretiens ont été réalisés par les évaluateurs lors de l'Université d'été 2010.

Résultat de l'évaluation collaborative : 940 questionnaires remplis auprès du public et un « panel de citoyens », volontaires pour être à nouveau interrogés ont donné leurs coordonnées aux évaluateurs. Soit un panel de 400 personnes !

Les points forts qui en ressortent :

- La valeur ajoutée de la Semaine ; l'évaluation fait ressortir 10 points forts.
- Le dispositif Coup de pouce est un levier qualitatif et a été un point d'appui certain pour la mise en œuvre du plan triennal 2008-2010 (jusqu'au fin juin 2011 / 3 mois de cofinancement supplémentaire de l'AFD avril-mai-juin, en vue d'un changement d'annualité budgétaire 1^{er} juillet-30 juin pour le prochain plan triennal).
- L'innovation, supposant un renouvellement des stratégies des acteurs locaux pour « aller au devant des publics sur leur lieux de vie », si elle a eu du mal à être comprise au début elle a battu son plein par la suite grâce à l'accompagnement et à la pédagogie au cas par cas de l'équipe.
- La valorisation qui a servi l'innovation et a donné à voir ce qui se vit pendant la Semaine: valorisation « légère » communicante qui fut visible via *La Semaine au jour le jour... La Semaine en images...* sur le site Internet et la valorisation approfondie donnant lieu à la production et mutualisation de ressources, outils pédagogiques, fiches pratiques...
- Les alliances avec des événements « cousins » : Le Festival de films AlimenTerre (CFSI), Le Mois de l'économie social et solidaire (CNRESS) et Le Festival Migrant'Scène (CIMADE) et aussi...des rapprochements qui font sens : Le 20^e anniversaire de la Convention des Droits de l'enfant, La Fête de la Science...

Un bémol à méditer : l'écueil de notoriété nationale de la Semaine malgré diverses stratégies mises en œuvre.

S'ajoute à cela, des ponts et passerelles avec d'autres projets du CRID (pilotes collectivement) : le partenariat avec Altermondes pour le dossier intitulé « Osons l'engagement ! » ; la co-construction et co-animation d'un module à l'Université d'été 2010 à Pessac avec EDUCASOL : « Sensibilisation de l'opinion publique : de l'indifférence à la prise de conscience » ; des liens avec Une seule Planète, avec une programmation de l'événement de clôture de la campagne Une seule planète dans le cadre de la Semaine 2011.

Les trois axes du plan triennal 2011-2013 (jusqu'à fin juin 2014) sont :

1. L'amélioration de la qualité par la poursuite de l'innovation.
2. La dimension nationale à renforcer : vers un changement d'échelle en termes de notoriété.
3. La poursuite du travail de structuration : les CORAS, Coordination en Région pour l'Animation de la Semaine (une dizaine), les Pôles référents (une centaine) et l'accompagnement des collectifs locaux, notamment via le dispositif Coup de Pouce qui va être rénové à l'aune du nouveau plan triennal.

Et beaucoup de nouveautés :

- Un vrai tournant qui s'amorce par un changement de posture : après plus de dix ans à interpeller le public par « Le Monde bouge...Et vous ? » la Semaine va aller à l'écoute du public. C'est ainsi que le

nouveau fil rouge transversal pour les trois ans à venir sera « la valorisation de l'expression citoyenne », à recueillir, à mettre en son et lumière...

- Pour donner une visibilité à la Semaine de nouvelles idées vont être mises en mouvement :
 - o Une accroche-thème par édition : Pour 2011 ce sera « DroitS à l'essentiel », les acteurs nationaux et locaux souhaitant réaffirmer la nécessité des Droits fondamentaux ; un des piliers des valeurs de la Semaine, très lié à l'actualité mondiale, faisant le lien entre solidarité locale et solidarité internationale, tous les acteurs pouvant s'y retrouver avec chacun leurs déclinaisons propres. Et un visuel relié par édition.
 - o Une action symbolique par édition : en 2010, une « solisphère » (principe du mandala géant) sur de nombreuses places publiques partout en France.
 - o Un événement phare à Paris en 2012 pour un impact médiatique national : expérience jamais tentée, un budget dédié (réalisation et communication) et la préparation un an à l'avance avec un groupe de travail pour mettre toutes les chances du côté de la réussite !
- Pour un développement de ses capacités d'ouverture la Semaine va opérer :
 - o Des rapprochements avec une mouvance d'une nouvelle éducation populaire : citoyenne et politique...
 - o Des rapprochements également avec des festivals, un milieu culturel à investir...
 - o De nouvelles alliances en perspectives...
- La mise en marche d'un processus de formation du réseau à de nouveaux modes de sensibilisation du public va aussi voir le jour.

Se posent des questions d'indépendance financière concernant la Semaine, la recherche de fonds privés revient de fait à l'ordre du jour.

- Mutualiser les réflexions et les pratiques d'EAD-SI

Educasol (Laurence Rigollet et Anne Kaboré)

En termes de plaidoyer et de relations avec les pouvoirs publics, Educasol a mené les activités suivantes en 2010 :

- En direction du MAEE :

Educasol a fait en sorte que l'EAD-SI soit citée en tant que tel dans le Document cadre de la coopération internationale de la France. C'est un élément important à valoriser et à développer pour une meilleure information du citoyen sur les questions d'inégalités Nord-Sud.
- En direction de l'AFD :

Depuis 2010, Educasol a intégré le groupe de suivi de Coordination SUD chargé de négocier avec l'AFD les nouveaux dispositifs de financements, les critères d'éligibilité des projets et des

associations. Dans ce cadre, les valeurs de l'EAD-SI et sa définition sont également sans cesse rappelées et explicitées.

- En direction du Ministère de l'éducation nationale (MEN) :

Educasol a connu une année assez difficile avec notamment un bulletin officiel dédié à l'EAD-SI publié chaque année depuis 2004 qui disparaît au profit de quelques lignes dans le socle commun de connaissances et de compétences sous l'intitulé « éducation au développement durable et solidaire ».

Une autre activité dans laquelle les membres de la plate-forme Educasol se sont beaucoup impliqués : la construction du nouveau triennal qui a comme ligne de force le fait de s'ouvrir davantage à d'autres acteurs et autres réseaux, de monter au créneau en termes de plaidoyer pour mieux défendre les enjeux de l'EAD-SI, de valoriser davantage l'expertise de ses membres. Un bémol toutefois, ce projet n'a pas convaincu l'AFD qui n'a octroyé que le financement de la 1^{ère} année, sans garantie pour l'avenir.

- Dans le cadre de l'enjeu 3, les membres d'Educasol ont interrogé leurs pratiques et croisé leurs réflexions autour de leur manière d'appréhender le contexte de crise, le concept d'opinion publique, et la place de l'EAD-SI dans les programmes scolaires. Ceci s'est fait dans le cadre des journées Educasol qui ont rassemblé de 30 à 60 personnes ou de modules ou ateliers dans le cadre de l'université d'été de la solidarité internationale. Ces temps permettent l'ouverture à d'autres associations non membres, en particulier du milieu de l'éducation pour le développement durable, de plateformes européennes, des collectifs régionaux, des représentants des pouvoirs publics (éducation nationale, rectorat, et AFD). Voir les actes et textes de synthèse sur www.educasol.org.

- Par ailleurs Educasol a poursuivi son travail de diffusion d'une culture de l'auto-évaluation auprès des acteurs de terrain et la mise en place d'une démarche de capitalisation des évaluations externes. Là aussi avec une démarche d'ouverture vers l'extérieur : Comité 21, cellule évaluation et prospective du MEN, Development Europeans Engagement for the Eradication of global Poverty (lié au Forum EAD de Concord).

- Elargissement de la stratégie de diffusion et de valorisation des outils pédagogiques produits par les associations partenaires de la démarche « comprendre pour agir », rénovation du site de vente par correspondance, publication d'une brochure « comprendre pour agir » restructurée et diffusion systématique auprès des Centres de documentation et d'information de 5000 collègues et lycées.

- Enfin, Educasol a mené un travail d'enquête auprès de ses 28 membres pour connaître l'évolution de leur stratégie interne en EAD-SI sur les 5 ans passés et pour les 3 ans à venir. On voit apparaître une grande variété de positionnements et de pratiques quant à la diversification des financements et des démarches de partenariat ; une volonté partagée de s'ouvrir à de nouveaux publics tout en se professionnalisant sur des publics spécifiques ; un consensus autour de la charte d'Educasol, mais une nécessité de croiser les réflexions sur les enjeux actuels de l'EAD, d'en questionner les concepts noyaux et les pratiques (exemple :

lien EAD et plaidoyer, place des acteurs du Sud, posture de l'acteur qui oscille entre animateur technicien ou spécialiste) et de s'interroger sur l'évolution même du concept d'EAD-SI.

Point sur ce qui n'a pas été fait dans le cadre de ce troisième enjeu :

Deux points d'attention :

- d'une part la question de la stratégie de communication du CRID et de ses membres ; un groupe de travail « communication » a été créé à partir d'une première note validée par le CA ; Il ne s'est pas encore réuni.
- D'autre part la volonté d'investir de nouveaux espaces est à préciser, concrétiser (exemple : Economie sociale et solidaire, diasporas, universités...).

a. Perspectives 2011 (Nathalie)

Parmi les perspectives pour 2011, deux feront l'objet d'ateliers spécifiques pendant l'après-midi : les **mobilisations face à l'agenda international**, du G20 à Rio +20, et les **élections 2012**. Nous reviendrons donc sur ces thèmes en fin de journée, lors des comptes-rendus d'ateliers.

Parmi les autres perspectives, notons l'idée d'organiser une **formation pour les nouveaux bénévoles et salariés** des organisations du CRID (prévu en septembre 2011).

Le **lancement du groupe « prospective »** du CRID a été validé par le CA. Le groupe émettra des avis sur les positionnements du CRID, les positions collectives dont le CRID est signataire, et sur des questions qui seront soulevées par le CA. Un premier essai sera réalisé à partir du texte de position de la plateforme Des ponts pas des murs-France, en cours de finalisation.

La démarche sera la suivante : le groupe « prospective » proposera à un certain nombre de chercheurs et acteurs de la vie associative de « critiquer » les prises de position du CRID et de les relayer. Il proposera également ce travail aux partenaires des membres du CRID. Le groupe « prospective » fera des propositions au CA à partir de ces réflexions.

14 personnes sont proposées par le CA pour faire partie de ce groupe. Il s'agit de personnes qui n'ont pas de responsabilité actuelle au sein du CRID mais qui sont néanmoins proches du CRID. (La liste est en cours d'élaboration).

Chaque organisation du CRID pourra également désigner 2 personnes (dont des partenaires) pour constituer un collège complémentaire qui sera à la fois une garantie du CRID sur ces réflexions et un relais des positions.

b. Vie associative

En 2010, deux associations ont rejoint le CRID. Il s'agit d'Agter et de Solidarité.

AGTER, Amélioration de la Gouvernance de la Terre, de l'Eau et des Ressources naturelles a été créée il y a 5 ans. L'association compte 60 membres dans le monde (dans 20 pays différents). Elle produit des contenus documentaires autour des ressources naturelles – www.agter.asso.fr & www.agter.org

L'association Solidarité a été créée à Toulouse en 1980. Elle développe des partenariats dans des zones rurales, avec des associations œuvrant auprès de populations défavorisées, femmes, petits paysans. Solidarité est très présent en Inde, avec une mission d'éradication du chômage dans les petites paysanneries, des activités génératrices de revenu, de l'agriculture communautaire et biologique, etc.

c. Résolutions et votes

Les résolutions suivantes sont adoptées à l'unanimité :

1^{ère} résolution :

L'Assemblée générale ordinaire des membres de l'association, après en avoir pris connaissance et débattu, approuve le rapport d'activités 2010.

2^{ème} résolution :

L'assemblée générale ordinaire des membres de l'association prend acte du retrait des membres suivants : Enfants du monde Droits de l'homme, Action d'urgence internationale et Tourisme et développement solidaire ainsi que de l'adhésion de 2 nouveaux membres : AGTER et SOLIDARITE.

3. Rapport financier 2010

3.1 Rapport financier

Le Commissaire aux comptes a été convoqué à cette assemblée générale. Bernard Lachal, trésorier de l'association, lit le rapport général du commissaire aux comptes et commente le rapport financier envoyé aux membres, en s'attachant plus particulièrement à la présentation analytique.

Le rapport spécial du commissaire aux comptes reprend tous les transferts financiers entre le CRID et les membres ayant un administrateur commun. Exemple : le CCFD-Terre Solidaire reçoit une subvention pour la plateforme Educasol qui est ensuite reversée au CRID.

Le compte de résultat présente un déficit de 7 149 euros. Sans la constatation en produit exceptionnel d'une dette non réclamée par l'administration pendant 10 ans, le déficit aurait été de l'ordre de 20 000 euros.

Lecture analytique et analyse du compte de résultat :

L'augmentation globale des charges (1 602 171 € pour 2010 contre 1 200 393 € pour 2009) est essentiellement causée par le projet bisannuel : l'université d'été de la solidarité internationale.

Les trois grandes catégories de charges sont :

- Charges de personnel (équipe permanente et ponctuelle, appui stagiaires) : 36 %
- Fonctionnement (dont loyer) : 8 %
- Directes sur projet (dont reversement à des collectifs locaux et partenaires) : 53 %
- Autres charges (dont Cotisations Coordination Sud) : 3 %

Les charges se répartissent sur cinq projets du CRID :

- La Semaine de la Solidarité internationale : 28 %
- Une Seule Planète : 29 %
- La Plateforme Educasol : 11 %
- L'université d'été de la solidarité internationale (projet bisannuel) : 13 %
- Le CRID : sa vie associative, projets migrations, Suivi du Conseil international du FSM, Action Mondiale contre la pauvreté pour 19 %.

Les financements publics représentent 69% des ressources du CRID. L'AFD pèse à hauteur de 46 % de ces financements publics et l'Union européenne représente 36 %.

Les financements privés sont majoritairement en provenance du « club des fondations » qui soutiennent le CRID.

Les ressources propres proviennent des cotisations des membres à 22 % et de la participation des membres aux projets pour 48 %.

En conclusion :

Les moyens financiers mis à la disposition du CRID sont utilisés conformément à ses missions ; on peut souligner, en particulier, que le CRID reverse à ses membres une part non négligeable des financements qu'il reçoit.

Toutefois le résultat montre la fragilité de l'équilibre financier du CRID : Le résultat est négatif et pourtant il bénéficie de produits exceptionnels. Ajoutons qu'en 2011, il faut prévoir une perte de 10 à 15 k€ que nous devrons probablement rembourser à l'Union européenne suite à l'audit du programme Droit au développement pour tous.

Par ailleurs, le prochain appel à projet EAD de l'Union européenne n'est pas encore sorti et nous aurons donc un manque de financement pendant au moins les 6 premiers mois de l'année 2012.

Renforcer la recherche de financements, en particulier auprès des fondations, est, dès lors, une priorité.

3.2 Débat avec la salle et vote des résolutions

Survie : L'AFD est le principal bailleur du CRID ; L'AFD pose problème par sa structure et son fonctionnement : c'est une banque régie par le droit bancaire. Elle a du mal à répondre aux besoins de l'EAD et aux petites ONG. Le CRID pourrait réfléchir à ce que l'on attend des institutions en France. Il faudrait insérer ce sujet pendant la campagne à l'occasion des élections 2012.

- GRDR : Attention, il n'y aurait rien de pire pour Coordination SUD et le CRID que de retourner à l'ancienne méthode. Il y avait encore moins de transparence quand les financements venaient du MAEE.

- Bernard Salamand : En 2010, 1,5% des financements octroyés par l'AFD concernaient l'EAD. Certains projets ont été retoqués. L'AFD ne fait pas de place aux petites structures, les financements ne sont pas adaptés. Educasol peut porter cette question auprès de l'AFD. Il faut être force de propositions et construire une réflexion sur nos attentes vis-à-vis des financements publics.

Les résolutions suivantes ont été adoptées à l'unanimité :

3ème résolution :

L'Assemblée générale ordinaire des membres de l'association, après en avoir pris connaissance et débattu, approuve le rapport financier 2010.

4ème résolution :

L'Assemblée générale décide de porter le résultat 2010 s'élevant à – 7149 € au fonds associatif qui passerait ainsi de 169 481 € à 162 332 €.

5ème résolution :

L'Assemblée générale ordinaire des membres de l'association, après en avoir pris connaissance et débattu, approuve les comptes de l'exercice écoulé.

6ème résolution :

L'Assemblée générale ordinaire des membres de l'association approuve le rapport général du Commissaire aux comptes, après lecture en séance.

7^{ème} résolution :

L'Assemblée générale ordinaire des membres de l'association approuve le rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 612-5 du code de commerce, après lecture en séance.

8^{ème} résolution :

Conformément aux précédentes résolutions, l'Assemblée générale ordinaire des membres de l'association donne quitus de sa gestion au Bureau pour l'ensemble de sa gestion de l'exercice écoulé.

9^{ème} résolution :

L'Assemblée générale ordinaire des membres de l'association donne pouvoir au porteur pour effectuer les déclarations légales de changement dans l'administration du CRID auprès de la Préfecture.

4. Rapport moral du Président

4.1 Rapport moral

Je vais partir d'une idée que j'ai entendue à la radio dans la bouche d'Amartya Sen : *« il n'est pas nécessaire de s'entendre sur ce que devrait être un monde juste idéalement, pour s'entendre sur les injustices à combattre. »*

Il a évidemment raison, c'est une phrase clé qui traduit bien ce que nous faisons au sein de nos organisations, dans le CRID, dans les autres espaces collectifs, dans la dynamique du FSM. Tout ce qui fonde l'action collective dans la diversité, les alliances durables ou ponctuelles, part de cette proposition qui fait qu'on s'autorise à agir à plusieurs parce que c'est nécessaire, en se passant de rechercher un accord plus global, qui pourrait nous faire perdre du temps et risquer d'inhiber l'action. Cela sous-entend tout de même qu'on a confiance entre partenaires sur certaines valeurs et sur l'efficacité de l'action collective.

Voilà donc un pré-requis fondamental de notre milieu, mais il mérite d'être précisé car il referme certains pièges.

Sur le diagnostic d'abord, ça n'est pas si simple de s'entendre. Il nous arrive même, par manque de temps, de recul pour varier les grilles d'analyse, de nous tromper de cible. C'est la malédiction du prisme unique d'analyse : les notions d'efficacité, de précaution face au risque, de liberté, d'impérialisme, de lutte des classes, sont autant de prismes valables pour analyser la réalité mais qui, utilisés comme prisme unique, peuvent nous faire choisir la mauvaise cible, soit parce qu'elle n'est pas la cause principale de l'injustice à combattre, soit, pire, parce qu'elle nous fait viser un allié potentiel. On a tous commis, on commet tous ce genre d'erreur de jugement et le premier des gardes fous est de trouver nos réponses après avoir pris le risque de l'enquête et de la confrontation à d'autres prismes, pour autant qu'ils soient compatibles avec nos valeurs. L'exemple le plus récent que j'ai en tête est celui du soutien d'Hugo Chavez au régime de Khadafi sous couvert du seul prisme anti-impérialiste.

Donc s'entendre sur les injustices à combattre exige déjà le croisement de regards pour parvenir à un diagnostic valable pour tous.

Ensuite, un accord sur le diagnostic ne suppose pas un accord sur le traitement. L'exemple le plus flagrant est la réponse « marché » qui continue d'être proposée pour à peu près tous les dysfonctionnements des

sociétés humaines. Le green business, qui fait recycler par le marché une prise en compte, somme toute réelle et sincère pour certains, des difficultés écologiques et de leur danger pour l'avenir, constitue un leurre très efficace malgré nos dénonciations passées et à venir.

Autre écueil, la lutte, la dénonciation et les résistances, pour saines et salutaires qu'elles soient, doivent se transformer en forces suffisamment convergentes pour être créatrices. Se mettre d'accord sur ce qu'il convient de combattre ne nous met pas en route automatiquement.

A ce stade, il s'agit de dépasser l'indignation pour aller à l'engagement pour reprendre Stéphane Hessel qui vient de bâtir une pédagogie à succès autour de ça.

On peut dépasser cette difficulté en s'inspirant de ce qui se passe au FSM, qui fait que pour atteindre la masse critique nécessaire à l'action efficace, on agrège des propositions compatibles entre elles plutôt que de chercher à faire gagner de l'audience à un corps de doctrine, très cohérent sans doute, mais aussi excluant.

L'engagement rejoint la question du renouvellement des forces actives de notre milieu que je voudrais creuser un peu.

Ce qu'on appelle parfois en France la génération Mitterrand va arriver en responsabilité, en tous cas va prendre de plus en plus de place dans l'espace de la parole publique.

Voici des personnes qui n'auront jamais vraiment vécu de luttes de conquêtes de droits, mais uniquement des luttes pour ne pas perdre les droits acquis par d'autres avant eux, luttes dont beaucoup d'ailleurs ont été perdues.

En parallèle à cela, cette génération a été sevrée aux slogans de la réussite individuelle, non pas ceux de la méritocratie, mais de ceux qui tournent autour de l'idée qu'il faut saisir sa chance à tout prix et qu'il est bon d'afficher sa réussite de manière décomplexée.

Enfin, cette génération a vécu dans un environnement de discours de peur, de défiance, de menaces, bref d'insécurisation permanente ce qui se traduit par la réussite de la pénétration durable des idées du binôme Sarkozy Le Pen dans les consciences, y compris des jeunes consciences, en vue d'un projet de société basé sur le tous contre tous.

Potentiellement, nous avons-là une génération programmée pour la déception et la méfiance en l'avenir. Il y a donc un vrai risque que sa colère ne soit pas basée sur l'indignation mais sur la peur de perdre, et que son engagement ne soit pas a priori collectif mais individuel.

Evidemment je généralise, évidemment cette génération n'est pas sacrifiée, évidemment elle trouvera sa voie, ses voies, pour réclamer son dû collectif et construire le monde d'après. Elle pourrait d'ailleurs être déjà en route sur la base des démarches actuelles d'autres jeunesse flouées du monde qui seront, on doit l'espérer, des sources d'inspiration.

En tous cas, par rapport au renouvellement de nos forces vives, nous allons être en position d'accueillir cette génération dans ses aspirations.

Et quelle que soit la difficulté avec laquelle nous aurons à gérer le rejet possible des vieilles recettes dont nous pensons - avec raison ! - que certaines sont encore valables, nous devons proposer un terrain d'épanouissement des aspirations militantes d'une génération qui débarque avec un bagage différent et une lecture du monde à elle. L'opportunité est formidable.

Voilà en quoi nous devons nous rendre disponibles : produire des cadres d'engagement pour cette jeunesse, mais pas des dogmes, donner des outils d'efficacité et lui fournir nos réseaux et nos expériences sans les lui imposer.

Cet enjeu est évidemment plus large que la jeunesse.

Car la génération Mitterrand, si elle n'a vécu que cet environnement politique de recul et de renoncement, n'est pas la seule à avoir vécu cela. Nous sommes tous imprégnés de cet environnement. Cela peut nous permettre de comprendre et d'affiner le discours.

Car les cocus du système ne sont pas tous jeunes. Et pour eux comme pour les plus jeunes, le discours basé sur le retour à ce qui « était mieux avant » ne passe plus. Tout est à inventer.

Pour cela, une des solutions est de considérer nos valeurs comme des éléments qui doivent reconquérir les consciences et non plus comme les éléments d'un contrat moral figé, partagé implicitement par tous mais dans lequel il y aurait eu un coup de canif passager.

Nous n'avons pas de programme et nous n'en voulons pas. Mais nous avons un corpus, dont l'idée centrale est celle qu'on a déclinée à Pessac à l'occasion de cette – très très réussie - Université d'été de la solidarité internationale. La solidarité internationale peut être une proposition pour la sortie de crise. Elle peut, elle doit, être testée sous cet angle comme nous l'avons écrit dans notre préambule au triennal, c'est-à-dire une modalité d'action politique et non un supplément d'âme, ou une pommade adoucissante pour faire admettre la seule politique « réaliste » possible, celle qui reproduit la puissance des puissants.

Nous allons creuser et pousser cette idée à l'occasion de la période qui s'ouvre. Vous le verrez dans les ateliers de l'après-midi, le CA puis le groupe de pilotage du travail sur les élections 2012, sont partis sur cette piste d'interpeler l'opinion sous l'angle de la capacité de nos alternatives à donner des propositions positives, basées sur la curiosité, l'altérité, l'ouverture, le long terme, la confiance.

Je termine avec cette idée de confiance.

On ne réussira tout ça que si nous avons confiance.

Confiance *en nous* d'abord (il est essentiel de croire en nos forces), confiance *en l'avenir* ensuite (un autre monde est réellement possible), confiance *entre nous* enfin (condition de l'action collective).

La confiance se base sur un équilibre subtil entre la transparence, la franchise et l'attention à l'autre. C'est elle qui autorise à se dire les désaccords, c'est elle qui fait qu'en cas de conflit on recherche où se trouve le malentendu parce qu'on sait qu'il n'y a pas eu trahison. Notre collectif est fondé sur cette notion de confiance, c'est une part précieuse de sa culture que nous allons continuer à faire vivre.

4.2 Débat avec la salle

-Michel Faucon : Le choix de mettre en avant la solidarité est fondamental. Il faut voir comment nous pouvons étoffer ce concept. Notre réponse à la mondialisation, c'est mondialiser la solidarité : cela marche face à un public de militants. Mais attention aux mots « valise » (ex : partenariat). Aujourd'hui il faut leur donner un contenu. Il faut affiner ce que l'on entend par « solidarité ».

- Oxfam France : une remarque par rapport au débat à l'occasion des élections 2012 : il y a un décalage entre les discours et les pratiques parlementaires ; c'est la relation avec le gouvernement du moment qui nous gêne, pas forcément la relation avec l'Etat. Le changement d'exécutif pourrait nous amener à nous poser moins de questions.

-Peuples Solidaires : Préciser la solidarité pour qui, pour quoi, contre qui ?

-Ingénieur sans frontières (ISF) : une réaction par rapport au discours sur la jeunesse: 90% des adhérents d'ISF ont moins de 30 ans. Ce sont des personnes très exigeantes, très engagées. Comment le fonctionnement du milieu de la SI peut permettre à des jeunes actifs de s'engager (ex : AG un vendredi) ? Quelle place ont les associations de bénévoles dans la SI ? Comment arriver à retrouver un fonctionnement qui leur permette de s'investir et d'agir ?

Un complément : il est intéressant de noter que beaucoup d'étudiants cherchent des stages dans le milieu de la SI.

- Anne Kaboré : Comment associe-t-on la notion de confiance à celle de concurrence ? Il est dans l'intérêt des collectifs d'éviter cette concurrence entre associations. Beaucoup d'ONG sont engagées dans des réflexions sur la qualité. Comment le CRID se positionne sur cette question de la qualité ?

Pour préciser le terme «solidarité», il faut parler de solidarité avec le Sud et inversement du Sud avec le Nord. Enrichir le mot avec mutualisation des échanges, des moyens...

- Survie : la question de l'instrumentalisation de la notion de « sécurité » mérite une réflexion du CRID. Dans la région du Sahel, la perception de l'insécurité perturbe beaucoup les projets qui sont menés dans cette zone. Le CRID pourrait approfondir sa réflexion sur la démocratie et la liberté.

Nathalie : Le document cadre de coopération sur le développement du gouvernement est effectivement envisagé sous l'angle de la sécurité. Sur cette question, nous devons affirmer que le développement passe par l'accès aux droits fondamentaux.

Ce qui se passe en ce moment dans différentes régions du monde, notamment dans la région Maghreb / Machrek doit être source de réflexion et de construction au niveau du CRID, car cela touche aux questions de démocratie, liberté...

- CCFD : La question du financement des actions d'EAD, avec le passage des financements du MAEE à l'AFD pose question parce que nous n'avons pas la même définition de l'EAD avec l'AFD, donc il faut travailler cela avec eux. L'AFD nie le besoin d'une base citoyenne.

Dans notre discours, nous avons du retard : nous incitons les citoyens à s'engager pour les pays du Sud et de l'Est, mais la mondialisation est passée par là ; il faudrait dire agir au service d'ici et de là-bas. Faire comprendre que la solidarité comprend ces deux dimensions.

-Nathalie : Sur le sujet de l'engagement, du renouvellement de nos organisations, nous pourrions envisager une journée de réflexion sur ce sujet, de mutualisation des expériences concrètes des uns et des autres qui ont engagé des réflexions sur le sujet.

Mais comment l'agenda du CRID peut être codéfini par nos partenaires du Sud ? Est-ce qu'on peut envisager comme membre du CA, de l'AG, des organisations du Sud ?

Gus : Cette discussion est ouverte depuis très longtemps : le CRID n'a pas de partenaires, ce sont ses membres qui en ont. Les nouvelles formes de partenariat du CRID se forment au sein du FSM. De nouvelles formes d'organisation et de mobilisation voient le jour. Comment pouvons-nous les prendre en compte ?

Ca n'est pas une question d'âge, mais plutôt de culture. On a vécu cela au moment de la période 68 où il y a eu des changements profonds de valeurs et de culture. De nouvelles formes d'alliance ont vu le jour (ex : alliance ouvriers-étudiants en 68). Il y a un renouvellement des mouvements et des alliances. Le CRID devrait réfléchir à ce qu'il y a de nouveau.

Aujourd'hui la solidarité internationale est plus du Sud vers le Nord que l'inverse. Cf Tunisie. En Europe, on voit la montée de deux courants de pensée contradictoires : peur/insécurité, courant d'indignation. Des choses sont communes aux deux mouvements ; face à l'injustice sociale, certains se réfugient dans des réponses populistes.

Bernard :

Il faut partir de la question « solidarité pour quoi », plutôt que « contre qui » : les droits fondamentaux pour tous et partout peut suffire comme réponse. Les 2 éléments sont importants : la solidarité est la réponse à l'accès aux droits, l'international est la réponse à « pour tous et partout ». On est frustré du peu qu'ont produit les mobilisations récentes dans nos sociétés, alors on se projette logiquement dans ces réussites d'indignation et de mobilisation autour de la Méditerranée... Il faut s'interroger sur la suite et sur le soutien qu'on peut leur apporter.

Sur les relations Nord-Sud : on a du mal à se départir de cette domination Nord-Sud, des natures et des rôles prédéfinis et différents par nature entre Nord et Sud. Le FSM nous aide énormément à changer notre réflexion à ce sujet. Les gens sont ouverts à la discussion. C'est à nous de faire ce boulot-là. On est en 1^{ère} ligne. C'est notre responsabilité.

5. Ateliers

L'après-midi a été consacrée au travail en atelier. Le compte-rendu qui suit fait état des conclusions de chaque atelier qui ont été rapportées en séance plénière en fin d'après-midi.

5.1 Atelier n° 1 : Quels enjeux des élections 2012 et quelles mobilisations ?

Atelier animé par Fanny Gallois (Peuples solidaires) et Danyel Dubreuil (Survie)

Un comité de pilotage s'est constitué au sein du CRID et a commencé à réfléchir aux modes d'interpellation que nous pourrions mettre en œuvre à l'occasion des élections présidentielles et législatives de 2012. La Campagne de 2007 « Etat d'urgence planétaire » nous a appris qu'il est peut-être vain de vouloir influencer sur les programmes des candidats et donc de s'adapter à leurs thématiques. Pour les élections 2012, nous voulons inverser ce point de vue et partir de nos thématiques, en montrant qu'il y a en France des mouvements, réseaux qui se mobilisent et qui portent des analyses et des alternatives.

Pour 2012, le comité de pilotage du CRID a réfléchi à la proposition suivante : lancer un appel à différents réseaux, mouvements de la société civile pour organiser des débats publics. Ces débats pourraient avoir lieu en régions dans un premier temps, puis converger autour d'un événement national sous forme d'« Etats généraux ».

En 2007, nous avons rédigé un texte chapô et plusieurs textes thématiques. Pour 2012 nous souhaitons renouveler ce travail, mais en étant plus concis et plus concrets pour fédérer davantage de personnes, car les textes ne seront pas destinés aux candidats en premier lieu mais plutôt au grand public.

Cette proposition émane du CRID mais notre volonté est de fédérer au-delà du CRID. Le travail de fond sera plus léger mais par contre nous mettrons davantage l'accent sur la communication et plus particulièrement sur les relations médias : ce sont les médias qui nous permettront d'attirer l'attention des candidats pour que ces derniers viennent à nous.

En ce qui concerne le calendrier, nous commençons cette campagne beaucoup plus tard qu'en 2007. Les débats pourraient avoir lieu de janvier à mai. La phase postélectorale sera intégrée aussi pour suivre les engagements pris. Le calendrier restera souple en régions.

Coordination SUD mènera également une campagne, mais elle sera axée sur le plaidoyer direct. CSUD se positionnera sur les enjeux des politiques de coopération au développement. Le CRID traitera de thématiques plus larges (questions de société).

Plusieurs remarques :

- le terme « Etats généraux » n'est sans doute pas très approprié car il évoque des « doléances », alors qu'on a plutôt des choses positives à proposer.
- Le lien devra être fait avec les collectifs en régions.
- Il faudra élargir les réseaux pour ne pas rester qu'entre mouvements de solidarité internationale. Inclure les questions agricoles (AMAP, Terre de liens, etc.), les syndicats...

- Le suivi des engagements pris devrait plutôt revenir aux plateformes et réseaux, avec des rendez-vous collectifs réguliers. Il faudra faire le suivi de ce qui sera mis en œuvre par le parti au pouvoir mais aussi par l'opposition.
- Calendrier : D'ici l'été faire une 1^{ère} note d'information à diffuser aux membres du CRID pour qu'ils s'approprient l'idée. Ensuite le calendrier doit être assez souple pour faire caisse de résonance avec des initiatives déjà programmées par les différents réseaux. Cette campagne ne doit pas être perçue comme une campagne supplémentaire.
- L'enjeu démocratique devrait fédérer les différents réseaux. C'est le fond de notre démarche (réappropriation par la société civile, participation au débat public, propositions pour un nouveau contrat social...).

Une première **réunion de lancement** de la démarche de ces « Etats généraux » est annoncée **le 8 septembre**. Un appel sera envoyé d'ici là aux réseaux pour leur proposer de participer à cette réunion. En parallèle le groupe de travail du CRID va continuer à se réunir avec tous les participants à la campagne y compris les collectifs locaux.

5.2 Atelier n° 2 : Quelles mobilisations face à l'agenda international, du G20 à Rio +20 ?

Atelier animé par Vaia Tuuhia (4D) et Grégoire Niaudet (Secours Catholique)

Les questions posées par cet atelier sont :

- Quelle articulation entre gouvernance locale et gouvernance mondiale ?
- Quels liens entre mobilisations citoyennes et actions de plaidoyer ?
- Quelle implication du CRID et à quel niveau ?

En terme de calendrier, les échéances recensées sont : G8/G20, Conférence de Durban sur le climat, Forum mondial de l'eau et Forum Alternatif Mondial de l'Eau (FAME), 2^{ème} sommet de Cochabamba, Sommet de la Terre « RIO+20 » et forum des peuples au Brésil.

Quel bilan pouvons-nous tirer de l'alter G8 au Havre ?

- Il y a eu du vrai contenu, des échanges, une satisfaction des participants, mais le calendrier était très court, il y a eu un déficit de communication et un certain décalage avec l'actualité.
- L'articulation in/out ou lobby/mobilisation doit être retravaillée, elle n'a pas été très bien comprise (articulation coalition nationale et AMCP/CSUD). Il faut faire en sorte que les deux volets se nourrissent mutuellement.
- Le contre G8 a aussi montré l'importance de la mobilisation locale.

Pour le G20, si l'on veut davantage capter l'attention des médias, il faudra travailler sur un contenu qui fait écho à l'actualité : la question de l'énergie, les crises...

Sur Rio +20, nous pouvons envisager un accrochage territorial type « Rio étendu », décentralisé, en lien avec des collectivités qui s'engagent sur Rio+20.

A noter qu'une réunion aura lieu à Rio fin juin avec le comité facilitateur.

5.3 Atelier n° 3 : Sensibilisation de l'opinion publique et mobilisation citoyenne : enjeux de la Semaine de la Solidarité internationale et d'Educasol

Atelier animé par Pascal Vincens (CCFD-Terre Solidaire) et Guillaume Bertrand (Ritimo)

Cet atelier a pour point de départ les plans triennaux de la Semaine et d'Educasol : quels sont les points de convergence ?

Les deux projets ont des cibles différentes : la Semaine vise les citoyens, Educasol vise les décideurs, par des actions de plaidoyer.

Deux sujets sont partagés par les deux projets :

- La **question des alliances**, notamment l'alliance avec les entreprises. Cette question n'est pas nouvelle mais il n'est pas facile de trouver la bonne manière de travailler avec les entreprises.

L'élément nouveau à prendre en compte dans le contexte actuel, est la question de la recherche de « sens » chez les salariés, qui réinterroge leur rôle dans le monde du travail et en-dehors. L'exemple de Planète urgence prouve qu'il y a une réelle demande de projets en ce sens, mais pose question dans sa manière d'aborder les salariés et la vision de la solidarité internationale qui en est véhiculée.

En ce qui concerne le développement de nouvelles alliances : nous pouvons imaginer des espaces pour dialoguer avec des structures comme celles qui ont une expertise même si on ne partage pas toutes les mêmes valeurs, tout en nous laissant des marges de manœuvre.

- **La place du CRID**, son identité d'hébergement de plateformes entre ses membres et avec d'autres organisations que ses membres. Le CRID doit rappeler ses propres positions et valeurs dans le cadre de ces projets collectifs.

5.4 Atelier n° 4 : Après le Forum social mondial de Dakar, quel rôle du CRID et ses membres dans la construction du mouvement de solidarité internationale

Atelier animé par Gus Massiah

Le mouvement de solidarité internationale est très lié à ce qui se joue au sein du processus FSM.

L'enjeu pour le CRID est de faciliter la compréhension de ce processus et l'articulation de ce qui se passe à différentes échelles, locales, régionales et mondiale. Cela passe notamment par le relais d'informations sur les forums sociaux locaux et régionaux.

Le rôle du CRID est aussi de faciliter la possibilité pour plus de monde de participer au FSM (membres du CRID et partenaires) et d'appuyer les convergences qui prennent forme dans les FSM pour qu'elles perdurent. Par exemple, dans le cadre des plans triennaux, le CRID peut proposer de prolonger et d'approfondir les débats qui ont pris corps dans les FSM.

En ce qui concerne la facilitation de la participation d'un plus grand nombre de personnes à participer au FSM : n'a-t-on pas atteint un seuil critique de nombre de personnes au sein de la délégation CRID ? Au-delà les questions logistiques deviennent compliquées à gérer.

L'enjeu de la participation au FSM réside davantage dans le renouvellement que dans l'augmentation du nombre de participants. D'autre part, on peut faciliter la participation d'un plus grand nombre de personnes au processus FSM sans augmenter la taille de la délégation, en appuyant par exemple le processus « FSM étendu ».

6. Conclusion de l'Assemblée générale

En guise de conclusion, Bernard Salamand rappelle qu'une des caractéristiques du CRID est de faire cohabiter la mise en avant de valeurs politiques fortes avec la volonté de créer toujours de nouvelles alliances. Une autre caractéristique est que le CRID ne tire pas la couverture à lui et montre sans cesse qu'il est au service des membres, ce qui est un gage de la reconnaissance dont il est l'objet depuis tant d'année. Ces deux caractéristiques ne sont pas simples à faire vivre, mais c'est ce qui fait la richesse du CRID.

ANNEXE

Liste des documents distribués à l'AG :

- Rapport d'activité 2010
- Rapport financier 2010
- Bilan et compte de résultats clos au 31 décembre 2010
- Rapport du commissaire aux comptes sur l'exercice clos
- Grille de cotisations des membres
- Triennal 2010-2012 du CRID
- Liste des groupes de travail, plateformes ou collectifs où le CRID est présent, avec ou sans mandat
- Proposition de résolutions